

« Pour une approche européenne des enjeux sécuritaires mondiaux »

Intervention de V. Giscard d'Estaing

Séminaire "European approach to the new challenges to security in the modern world: combating violent extremism, the organized crime and corruption."

Varna, Bulgarie, 15 mai 2009

« Le monde de la guerre froide fut certes dangereux, mais essentiellement stable et prévisible. Le terrain stratégique était bien balisé : nous étions confrontés à des menaces lourdes, lentes et à des acteurs clairement identifiés. Après la chute du mur de Berlin, et malgré une brève période d'euphorie pendant laquelle certains ont cru pouvoir oublier la dimension souvent tragique de l'Histoire, il est vite apparu que ce « nouveau monde » n'était guère plus apaisé que l'ancien.

Ce « monde nouveau » a révélé un visage aussi inquiétant, si ce n'est plus d'ailleurs, que l'ancien. Un visage en l'occurrence profondément instable et imprévisible, c'est-à-dire chaotique. Ce chaos nous a fait pénétrer dans un monde incertain dans lequel **les vieilles frontières intellectuelles se sont retrouvées balayées**, où les vieilles distinctions se sont effondrées en même temps que le mur de Berlin : l'ami et l'ennemi, l'intérieur et l'extérieur, le civil et le militaire, la paix et la guerre, etc. Ainsi, nombre de nos certitudes stratégiques ont volé en éclats.

L'Union européenne, dont la Bulgarie a rejoint les rangs en 2007, se construit de la sorte dans un environnement dominé par de **« nouvelles menaces »**, **largement non étatiques** dont : le terrorisme international, le crime organisé et la corruption, objets aujourd'hui de cette conférence. Ainsi, la menace de « l'ours soviétique » à peine terrassée, les démocraties ont-elles vu surgir de multiples serpents venimeux qui, pour ne pas être tous totalement des inconnus, ont pris soudainement des formes et des dimensions inédites. Le terrorisme, le crime organisé et la corruption ne sont plus désormais des menaces périphériques et parfois marginales, comme du temps de la guerre froide, mais des menaces de niveau stratégique car **capables de remettre en cause la stabilité politique, économique et sociale de pays entiers.** Qui,

en effet, aurait pu imaginer les attentats du 11 septembre 2001 où la chute dans le chaos criminel et prédateur de régions entières du globe telle la Somalie ?

Sans vouloir rentrer ici dans des considérations trop détaillées qui feront l'objet plus tard dans la journée d'interventions de la part de deux représentants du Ministère de l'Intérieur de la France, M. Schlumberger et M. Jean-François Gayraud, je tiens cependant à souligner plusieurs points.

1/ A l'expérience, une leçon s'est vite imposée : **ces « nouvelles menaces » ne se combattent efficacement que par une intense coopération internationale entre les Etats membres.** Car, quels que soient les progrès de la construction européenne, la responsabilité à la fois première et ultime en matière de sécurité, en particulier de police et de justice, appartient toujours aux Etats. La sécurité reste en effet le domaine privilégié de la souveraineté étatique. Le politique doit de ce fait assumer toutes ses responsabilités en définissant des orientations claires et courageuses de lutte contre le crime, que ce crime soit à revendication politique ou de pure prédation.

Le terrorisme remet en cause l'ordre public le plus visible. Il est et restera encore longtemps une donnée importante de nos vies quotidiennes. Cependant, les démocraties occidentales – en particulier la France – ont su démontrer que, par une utilisation patiente et raisonnée des outils de la légalité, et en ne s'égarant pas avec des méthodes douteuses dictées par l'urgence, il était possible non seulement de vaincre mais surtout de prévenir les campagnes d'attentats les plus cruelles. La question terroriste nous oblige aussi à une réflexion aigüe sur les causes de la radicalisation, donc sur ses origines profondes.

2/ **Le crime organisé et la corruption relèvent quant à eux d'un questionnement différent car plus insidieux, donc plus redoutables encore.** Il est moins question ici de politique *stricto sensu* que de prédation, c'est-à-dire d'argent. Si là aussi la coopération entre Etats constitue une condition *sine qua non* de la riposte, nul ne doit se voiler la face sur le fait qu'il faut aussi beaucoup de courage et de vertu, individuellement et collectivement, pour résister à des organisations criminelles pratiquant sans vergogne l'intimidation et la corruption. Et on ne saurait trop insister ici sur la capacité de résilience des organisations criminelles. Elles sont en effet, à l'expérience, difficiles à déraciner et, telles de mauvaises herbes, ont tendance à vite repousser, pour renaître parfois, plus fortes encore. Leur infiltration croissante dans l'économie légale, à travers les mécanismes du blanchiment de l'argent, est aujourd'hui un sujet de préoccupation majeur. Que certains secteurs de

nos économies et des marchés financiers prennent aujourd'hui une coloration « grisâtre » doit nous inciter à réagir. C'est pourquoi, le « décèlement précoce » des menaces criminelles émergentes constitue un défi essentiel. C'est en effet très en amont que nous devons travailler afin d'anticiper et non de subir.

Cette capacité d'anticipation est d'autant plus nécessaire que toutes ces « nouvelles menaces » se révèlent mutantes, mobiles et fluides, pour tout dire quasi biologiques dans leur essence, là où les Etats nation, encore trop souvent emmurés dans leurs territoires respectifs, semblent parfois un peu lourds et lents.

En raison de sa situation géographique, la Bulgarie se trouve au carrefour de grands trafics criminels internationaux particulièrement attentatoires à la dignité humaine, comme le trafic d'êtres humains et le trafic de stupéfiants. Un mot pour souligner ici l'ignominie du trafic et de l'exploitation des êtres humains qui, touchant essentiellement des femmes et des enfants, souvent à des fins de prostitution, représente une forme moderne d'esclavage. Même si les chiffres sont souvent incertains et même s'ils ne peuvent jamais totalement rendre compte de l'horreur d'une situation sociale, ils permettent cependant de fixer les esprits. On estime ainsi généralement que 700 000 à 2 millions d'êtres humains font annuellement l'objet d'un trafic (source : BIT). Nous sommes donc en présence d'une véritable « industrie » qui réaliserait un chiffre d'affaires estimé entre 7 à 10 milliards de dollars par an. Ces seuls chiffres suffisent à démontrer l'aspect à la fois massif et forcément organisé de ces activités criminelles qui ont toujours pour auteurs des organisations transnationales. Les spécialistes savent par ailleurs que ces trafics d'êtres humains s'accompagnent de multiples actes criminels, des viols et des meurtres par exemple, destinés à briser les dernières résistances des victimes. Au final, ces traites d'un nouveau genre, enfantées par la mondialisation, n'ont rien à envier aux anciennes traites négrières. Puis, après la phase du trafic vient celle de l'exploitation, souvent sexuelle, réduisant des centaines des millions de femmes et d'enfants à travers le monde à l'état d'objets.

La Bulgarie se retrouve aujourd'hui aux avant postes de puissantes réalités criminelles qui touchent ensuite tous leurs voisins proches ou éloignés, en particulier de l'Union Européenne. Il s'agit d'une grande responsabilité, au demeurant partagée avec tous ses partenaires de la famille européenne.

Traisons donc ces questions importantes avec tout le sérieux qui s'impose. Et, manifestement, comme en témoigne la tenue de cette conférence, les consciences s'éveillent à ces nouveaux défis qui, s'ils ne sont pas surmontés, peuvent, sinon mettre en échec une partie de la construction européenne, du moins l'handicaper notablement. »